

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

Projet de loi

**portant approbation de la Convention relative aux stupéfiants
adoptée à Genève le 9 février 1925 par la deuxième Confé-
rence de l'opium.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le 23 janvier 1912, fut conclue, à La Haye, la première Convention internationale de l'opium. Reconnaisant le caractère hautement humanitaire qui s'attachait à l'œuvre entreprise par les Puissances signataires, la Belgique tint, dès 1912, à apporter sa collaboration à l'action commune en adhérant à la convention. Celle-ci fut approuvée par la loi du 13 mars 1914.

La Convention de La Haye avait en vue la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne, ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances. Elle imposait aux parties contractantes l'élaboration des lois et règlements sur le contrôle de l'importation et de l'exportation et surtout sur le contrôle de la fabrication, de la distribution et de la vente des stupéfiants.

Il est incontestable que les dispositions de cette convention ont eu des résultats appréciables et ont marqué une heureuse étape dans la voie que s'étaient tracée les puissances signataires. Elles n'ont cependant pas supprimé effectivement la contrebande, ni l'abus des substances qu'elles visaient. Le commerce international a échappé, en fait, aux mesures restrictives qui ont été prises et cette circonstance a paralysé les efforts tentés par certains pays, notamment par les Etats-Unis, pour restreindre l'importation et la consommation des stupéfiants sur leur territoire.

Il importait par conséquent de renforcer la convention existante et de parer à l'insuffisance de celle-ci, là où la nécessité en était apparue.

L'Assemblée de la Société des Nations, préoccupée de cette situation, et soucieuse de favoriser la conclusion d'un nouvel accord international d'une portée plus efficace, prit l'initiative d'inviter tous les Gouvernements, membres de la Société ou parties à la Convention, à une conférence dont elle avait elle-même fait préparer le programme. La résolution de l'Assemblée était conçue dans les termes suivants :

« L'Assemblée, ayant constaté avec satisfaction que, conformément à l'espoir exprimé par la quatrième résolution adoptée par l'Assemblée de 1922, la Commission consultative a fait connaître que les renseignements actuellement disponibles permettent aux Gouvernements intéressés d'examiner, en vue de la conclusion d'un accord, la question de la limitation des quantités de morphine, d'héroïne ou de cocaïne et de leurs sels respectifs qui pourront être manufacturées; de la limitation des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui pourront être importées, tant à cet effet que pour d'autres besoins médicaux et scientifiques; et enfin, de la limitation de la production d'opium brut et de feuilles de coca destinée à l'exportation, aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques dont il s'agit, prie le Conseil — afin de donner leur effet aux principes formulés par les délégués des États-Unis d'Amérique et de suivre la ligne de conduite adoptée par la Société des Nations sur la recommandation de la Commission consultative, — d'inviter les Gouvernements intéressés à envoyer des représentants munis de pleins pouvoirs à une conférence qui sera tenue, à cet effet, si possible immédiatement après la Conférence mentionnée dans la résolution V.

» L'Assemblée prie également le Conseil d'examiner s'il ne serait pas opportun d'étendre l'invitation à cette Conférence à tous les pays qui sont membres de la Société ou parties à la Convention de 1912, en vue d'obtenir leur adhésion aux principes dont pourraient s'inspirer tous les accords à conclure éventuellement. »

La deuxième conférence internationale de l'opium se réunit ainsi à Genève, le 17 novembre 1924, en exécution de la résolution susmentionnée.

Ses travaux ont abouti à la conclusion d'une convention relative aux stupéfiants, d'un protocole relatif à l'opium, ainsi que d'un acte final contenant certaines recommandations tendant à permettre à la convention de produire ses pleins et entiers effets. Le Gouvernement belge représenté à la conférence a autorisé ses délégués à signer la convention et l'acte final, le protocole n'offrant d'intérêt que pour les pays producteurs d'opium.

La convention issue des travaux de la conférence, convention que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, renforce considérablement les dispositions de la Convention de La Haye. Elle s'applique d'abord à un plus grand nombre de produits, notamment à l'ecgonine, à toutes les préparations contenant de la diacéylmorphine, aux préparations galéniques de chanvre indien et à toute nouvelle substance qui pourrait donner lieu à des abus analogues et produire des effets aussi nuisibles que les substances déjà visées par la convention. Elle s'attache ensuite à établir un contrôle rigoureux du commerce international des stupéfiants et prévoit, à cet effet, un ensemble de mesures très strictes, mais justifiées, en cas d'importation et d'exportation.

En organisant à la fois un contrôle national et international du trafic des dites substances, la convention permet de contrarier et d'entraver sérieusement la contrebande et le trafic illicite. Enfin, elle institue un comité central permanent qui permettra à la Société des Nations d'exercer un contrôle constant sur l'exécution de la convention.

L'acte final contient une série de recommandations capables d'assurer à la convention son plein rendement.

La Belgique, signataire de la Convention de La Haye, ne peut rester à l'écart du nouvel accord international qui marque sur le premier un effort plus résolu de

la part des puissances dans la lutte entreprise contre l'abus des stupéfiants, en même temps qu'un plan d'action plus large et mieux étudié à la faveur des leçons d'expérience. Si le danger de la morphine et de la cocaïne n'est pas pour elle un danger particulièrement inquiétant à l'heure présente, il reste néanmoins un danger latent qui doit retenir son attention et il n'est pas exagéré de dire que, si elle a aujourd'hui ses apaisements à l'égard de ce fléau, elle le doit à l'heureuse action de la première Convention.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Le Premier Ministre,

Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

HENRI JASPAR.



DEUXIEME CONFÉRENCE DE L'OPIUM**CONVENTION**

L'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Empire Britannique, le Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande, l'État libre d'Irlande et l'Inde, la Bulgarie, le Chili, Cuba, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Nicaragua, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, le Soudan, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay,

Considérant que l'application des dispositions de la Convention de la Haye du 23 janvier 1912 par les Parties contractantes a eu des résultats de grande importance, mais que la contrebande et l'abus des substances visées par la Convention continuent sur une grande échelle ;

Convaincues que la contrebande et l'abus de ces substances ne peuvent être supprimés effectivement qu'en réduisant d'une façon plus efficace la production et la fabrication de ces substances et en exerçant sur le commerce international un contrôle et une surveillance plus étroits que ceux prévus dans ladite Convention ;

Désireuses de prendre de nouvelles mesures en vue d'atteindre le but visé par ladite Convention et de compléter et de renforcer ses dispositions ;

Conscientes que cette réduction et ce contrôle exigent la coopération de toutes les Parties contractantes ;

Confiantes que cet effort humanitaire recevra l'adhésion unanime des pays intéressés ;

Les Hautes Parties contractantes ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPRÊME D'ALBANIE :

M. B. BLINISITL, Directeur du Secrétariat albanais auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. H. VON ECKARDT, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Emerich PELÜGL, Ministre plénipotentiaire, Représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Fernand PELTZER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

Le Dr Ferdinand DE MYTTEAERE, Inspecteur principal des pharmacies.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le Dr Huberto GOTUZZO, Médecin en chef de l'assistance aux aliénés de Rio de Janeiro.

Le Dr Pedro PERNAMBUCO, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de l'Université de Rio de Janeiro.

**SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA
DES MERS, EMPEREUR DES INDES :**

Sir Malcolm DELEVINGNE, K. C. B. Sous-Secrétaire d'Etat adjoint;
et

POUR LE DOMINION DU CANADA :

L'Honorable R. DANDURAND, Sénateur, Délégué à la sixième Assemblée de la Société des Nations;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

M. M. L. SHEPHERD, I. S. O., Secrétaire officiel du Commonwealth d'Australie en Grande-Bretagne;

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE :

M. J. S. SMIT, Haut-Commissaire dans le Royaume-Uni;

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir James ALLEN, K. C. B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. Michael MAC WHITE, Représentant de l'État libre d'Irlande auprès de la Société des Nations;

POUR L'INDE :

M. R. SPERLING, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près le Conseil fédéral suisse.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Dimitri MIKOFF, Chargé d'affaires en Suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

M. Emilio BELLO-CODESIO, Ambassadeur, Président de la Délégation du Chili à la sixième Assemblée de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Aristides de AGÜERO y BETHENCOURT, Envoyé extraordinaire et Ministre

plénipotentiaire près le Président du Reich allemand et près le Président de la République d'Autriche.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. A. OLDENBURG, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Représentant du Danemark auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. E. DE PALACIOS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. G. BOURGOIS, Consul de France;

M. A. KIRCHER, Directeur des douanes et régies d'Indo-Chine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Vassili DENDRAMIS, Chargé d'affaires en Suisse.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

Le Dr Zoltán BARANYAI, Directeur du Secrétariat royal hongrois auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. S. KAKE, ancien Gouverneur civil du Gouvernement général de Taïwan;

M. Yotaro SUGIMURA, Conseiller d'Ambassade, Chef-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. W. G. SALNAIS, Ministre de la Prévoyance sociale.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul de Luxembourg à Genève.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

M. A. SORTILE, Consul de Nicaragua à Genève, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. G. VAN WETTEM, Membre de la Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles de la Société des Nations;

Le Dr J. B. M. COEBERGH, Inspecteur principal du Service de la Santé publique;

M. A. D. A. DE KAT ANGELINO, Secrétaire pour les affaires chinoises au Gouvernement des Indes néerlandaises.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Altesse le Prince Mirza Riza Khan ARFA-OD-DOVLEH, Ambassadeur, Représentant du Gouvernement impérial auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

Le Dr W. CHOZKO, ancien Ministre d'hygiène publique, Délégué du Gouvernement polonais à l'Office international d'hygiène publique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

M. Bartholomeu FERREIRA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

Le Dr Rodrigo J. RODRIGUES, Gouverneur de Macao.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. M. YOVANOVICH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse Sérénissime le Prince DAMRAS, Chargé d'affaires aux Pays-Bas.

SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU SOUDAN :

Sir Wasey STERRY, C.B.E., Secrétaire juridique du Gouvernement du Soudan.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Paul DINICHERT, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Ferdinand VEVERKA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. Enrique E. BUERO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse,

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.**Définitions.****ARTICLE PREMIER.**

Aux fins de la présente Convention, les Parties contractantes conviennent d'accepter les définitions suivantes :

Opium brut. — Par « opium brut », on entend le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum L.*) et n'ayant

subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport, quelle que soit sa teneur en morphine.

Opium médicinal. — Par « opium médicinal », on entend l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son adaptation à l'usage médical, soit en poudre ou granulé, soit en forme de mélange avec des matières neutres, selon les exigences de la pharmacopée.

Morphine. — Par « morphine », on entend le principal alcaloïde de l'opium ayant la formule chimique $C_{17}H_{19}NO_3$.

Diacétylmorphine. — Par « diacétylmorphine », on entend la diacétylmorphine (diamorphine, héroïne) ayant la formule $C_{21}H_{23}NO_5$.

Feuille de coca. — Par « feuille de coca », on entend la feuille de l'*Erythroxylon Coca Lamark*, de l'*Erythroxylon novo-granatense* (Morris) Hieronymus et de leurs variétés, de la famille des erythroxylacées et la feuille d'autres espèces de ce genre dont la cocaïne pourrait être extraite directement ou obtenue par transformation chimique.

Cocaïne brute. — Par « cocaïne brute », on entend tous produits extraits de la coca qui peuvent, directement ou indirectement, servir à la préparation de la cocaïne.

Cocaïne. — Par « cocaïne », on entend l'éther méthylique de la benzoylecgonine lévogyre ($[\alpha]D_{20} = -46.4$ en solution chloroformique à 20 p. c.) ayant la formule $C_{17}H_{21}NO_4$.

Ecgonine. — Par « ecgonine », on entend l'ecgonine lévogyre ($[\alpha]D_{20} = -45.6$ en solution aqueuse à 5 p. c.) ayant la formule $C_8H_{13}NO_3 \cdot H_2O$, et tous les dérivés de cette ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération.

Chanvre indien. — Par « chanvre indien », on entend la sommité séchée, fleurie ou fructifère, des pieds femelles du *Cannabis sativa L.*, de laquelle la résine n'a pas été extraite, sous quelque dénomination qu'elle soit présentée dans le commerce.

CHAPITRE II.

Contrôle intérieur de l'opium brut et des feuilles de Coca.

ARTICLE 2.

Les Parties contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements, si cela n'a pas encore été fait, pour assurer un contrôle efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut ; elles s'engagent également à réviser périodiquement et à renforcer, dans la mesure où cela sera nécessaire, les lois et règlements sur la matière qu'elles auront édictés en vertu de l'article 1^{er} de la Convention de La Haye de 1912 ou de la présente Convention.

ARTICLE 3.

Les Parties contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut ou de feuilles de coca sera permise.

CHAPITRE III.**Contrôle intérieur des drogues manufacturées.****ARTICLE 4.**

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux substances suivantes :

- a) A l'opium médicinal ;
- b) A la cocaïne brute et à l'ecgonine ;
- c) A la morphine, diacétylmorphine, cocaïne et leurs sels respectifs ;
- d) A toutes les préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes dits anti-opium) contenant plus de 0,2 p. c. de morphine ou plus de 0,1 p. c. de cocaïne ;
- e) A toutes les préparations contenant de la diacétylmorphine ;
- f) Aux préparations galéniques (extrait et teinture) de chanvre indien ;
- g) A tout autre stupéfiant auquel la présente Convention peut s'appliquer, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5.

Les Parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces de façon à limiter exclusivement aux usages médicaux et scientifiques la fabrication, l'importation, la vente, la distribution, l'exportation et l'emploi des substances auxquelles s'applique le présent chapitre. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces substances pour tout autre objet.

ARTICLE 6.

Les Parties contractantes contrôleront tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent les substances auxquelles s'applique le présent chapitre, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Parties contractantes devront :

- a) Limiter aux seuls établissements et locaux pour lesquels une autorisation existe à cet effet la fabrication des substances visées par l'article 4 b), c), g) ;
- b) Exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent lesdites substances, soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations ;
- c) Exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, exportations, ventes et tous autres modes de cession desdites substances. Cette règle ne s'appliquera pas nécessairement aux quantités dispensées par les médecins, non plus qu'aux ventes faites sur ordonnance médicale par des pharmaciens dûment autorisés, si les ordonnances sont, dans chaque cas, dûment conservées par le médecin ou le pharmacien.

ARTICLE 7.

Les Parties contractantes prendront des mesures pour prohiber, dans leur commerce intérieur toute cession à des personnes non autorisées ou toute détention par ces personnes des substances auxquelles s'applique le présent chapitre.

ARTICLE 8.

Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la

question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en recevoir avis et rapport, aura constaté que certaines préparations contenant les stupéfiants visés dans le présent chapitre ne peuvent donner lieu à la toxicomanie, en raison de la nature des substances médicamenteuses avec lesquelles ces stupéfiants sont associés et qui empêchent de les récupérer pratiquement, le Comité d'hygiène avisera de cette constatation le Conseil de la Société des Nations. Le Conseil communiquera cette constatation aux Parties contractantes, ce qui aura pour effet de soustraire au régime de la présente Convention les préparations en question.

ARTICLE 9.

Toute Partie contractante peut autoriser les pharmaciens à délivrer au public, de leur propre chef et à titre de médicaments pour l'usage immédiat en cas d'urgence, les préparations officinales opiacées suivantes : teinture d'opium, laudanum de Sydenham, poudre de Dover ; toutefois, la dose maximum qui peut, dans ce cas, être délivrée, ne doit pas contenir plus de 0.25 gr. d'opium officinal, et le pharmacien devra faire figurer dans ses livres, conformément à l'article 6 c), les quantités fournies.

ARTICLE 10.

Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en recevoir avis et rapport, aura constaté que tout stupéfiant auquel la présente Convention ne s'applique pas, est susceptible de donner lieu à des abus analogues et de produire des effets aussi nuisibles que les substances visées par ce chapitre de la Convention, le Comité d'hygiène informera le Conseil de la Société des Nations et lui recommandera que les dispositions de la présente Convention soient appliquées à cette substance.

Le Conseil de la Société des Nations communiquera cette recommandation aux Parties contractantes. Toute Partie contractante qui accepte la recommandation signifiera son acceptation au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en avisera les autres Parties contractantes.

Les dispositions de la présente Convention deviendront immédiatement applicables à la substance en question dans les relations entre les Parties contractantes qui auront accepté la recommandation visée par les paragraphes précédents.

CHAPITRE IV.

Chanvre indien.

ARTICLE 11.

1. En addition aux dispositions du chapitre V de la présente Convention, qui s'appliqueront au chanvre indien et à la résine qui en est extraite, les Parties contractantes s'engagent :

a) A interdire l'exportation de la résine obtenue du chanvre indien et les préparations usuelles dont la résine est la base (telles que hachich, esrar, chira et djamba) à destination de pays qui en ont interdit l'usage et, lorsque l'exportation en est autorisée, à exiger la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée pour les fins spécifiées dans le certificat et que la résine ou les dites préparations ne seront pas réexportées ;

b) A exiger, avant de délivrer, pour du chanvre indien, le permis d'exportation visé à l'article 13 de la présente Convention, la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée et destinée exclusivement à des usages médicaux ou scientifiques;

2. Les Parties contractantes exerceront un contrôle efficace de nature à empêcher le trafic international illicite du chanvre indien et, en particulier, de la résine.

CHAPITRE V.

Contrôle du commerce international.

ARTICLE 12.

Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'importation distincte soit obtenue pour chaque importation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à importer, le nom et l'adresse de l'importateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'exportateur.

L'autorisation d'importation spécifiera le délai dans lequel devra être effectuée l'importation; elle pourra admettre l'importation en plusieurs envois.

ARTICLE 13.

1. Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'exportation distincte soit obtenue pour chaque exportation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à exporter, le nom et l'adresse de l'exportateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'importateur.

2. La Partie contractante exigera, avant de délivrer cette autorisation d'exportation, qu'un certificat d'importation, délivré par le Gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée, soit produit par la personne ou la maison qui demande l'autorisation d'exportation.

Chaque Partie contractante s'engage à adopter, dans la mesure du possible, le certificat d'importation dont le modèle est annexé à la présente Convention.

3. L'autorisation d'exportation spécifiera le délai dans lequel doit être effectuée l'exportation et mentionnera le numéro et la date du certificat d'importation, ainsi que l'autorité qui l'a délivré.

4. Une copie de l'autorisation d'exportation accompagnera l'envoi et le Gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en enverra copie au Gouvernement du pays importateur.

5. Lorsque l'importation aura été effectuée, ou lorsque le délai fixé pour l'importation sera expiré, le Gouvernement du pays importateur renverra l'autorisation d'exportation endossée à cet effet au Gouvernement du pays exportateur. L'endos spécifiera la quantité effectivement importée.

6. Si la quantité effectivement exportée est inférieure à celle qui est spécifiée dans l'autorisation d'exportation, mention de cette quantité sera faite par les autorités compétentes sur l'autorisation d'exportation et sur toute copie officielle de cette autorisation.

7. Si la demande d'exportation concerne un envoi destiné à être déposé dans un entrepôt de douane du pays importateur, l'autorité compétente du pays expor-

tateur pourra accepter, au lieu du certificat d'importation prévu ci-dessus, un certificat spécial par lequel l'autorité compétente du pays importateur attestera qu'elle approuve l'importation de l'envoi dans les conditions susmentionnées. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est exporté pour être déposé dans un entrepôt de douane.

ARTICLE 14.

En vue d'assurer dans les ports-franes et dans les zones franches l'application et l'exécution intégrale des dispositions de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays, aux ports-franes et aux zones franches situés sur leurs territoires et à y exercer la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leurs territoires, en ce qui concerne les substances visées par la dite Convention.

Toutefois, cet article n'empêche pas une des Parties contractantes d'appliquer aux dites substances des dispositions plus énergiques dans les ports-franes et les zones franches que dans les autres parties de son territoire.

ARTICLE 15.

1. Aucun envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention si cet envoi est exporté d'un pays à destination d'un autre pays, ne sera autorisé à traverser un troisième pays — que cet envoi soit, ou non, transbordé du navire ou du véhicule utilisé — à moins que la copie de l'autorisation d'exportation (ou le certificat de déroutement, si ce certificat a été délivré conformément au paragraphe suivant) qui accompagne l'envoi ne soit soumis aux autorités compétentes de ce pays.

2. Les autorités compétentes d'un pays par lequel un envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention est autorisé à passer prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi vers une destination autre que celle qui figure sur la copie de l'autorisation d'exportation (ou sur le certificat de déroutement) qui accompagne cet envoi, à moins que le gouvernement de ce pays n'ait autorisé ce déroutement au moyen d'un certificat spécial de déroutement. Un certificat de déroutement ne sera délivré qu'après réception d'un certificat d'importation, conformément aux dispositions de l'article 13, et émanant du gouvernement du pays à destination duquel on se propose de dérouter le dit envoi ; ce certificat contiendra les mêmes renseignements que ceux qui, selon l'article 13, doivent être mentionnés dans l'autorisation d'exportation, ainsi que le nom du pays d'où cet envoi a été primitivement exporté. Toutes les dispositions de l'article 13 qui sont applicables à une autorisation d'exportation s'appliqueront également aux certificats de déroutement.

En outre, le gouvernement du pays autorisant le déroutement de l'envoi devra conserver la copie de l'autorisation primitive d'exportation (ou le certificat de déroutement) qui accompagnait ledit envoi au moment de son arrivée sur le territoire dudit pays et le retourner au gouvernement qui l'a délivré en notifiant en même temps à celui-ci le nom du pays à destination duquel le déroutement a été autorisé.

3. Dans les cas où le transport est effectué par la voie aérienne, les dispositions précédentes du présent article ne seront pas applicables si l'aéronef survole le territoire du tiers pays sans atterrir. Si l'aéronef atterrit sur le territoire dudit

pays, lesdites dispositions seront appliquées dans la mesure où les circonstances le permettront.

4. Les alinéas 1 à 3 du présent article ne préjudicient pas aux dispositions de tout accord international limitant le contrôle qui peut être exercé par l'une des Parties contractantes sur les substances visées par la présente Convention, lorsqu'elles seront expédiées en transit direct.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au transport de substances par la poste.

ARTICLE 16.

Si un envoi de l'une des substances visées par la présente Convention, est débarqué sur le territoire d'une Partie contractante et déposé dans un entrepôt de douane, il ne pourra être retiré de cet entrepôt sans qu'un certificat d'importation, délivré par le gouvernement du pays de destination et certifiant que l'importation est approuvée, soit présenté à l'autorité dont dépend l'entrepôt de douane. Une autorisation spéciale sera délivrée par cette autorité, pour chaque envoi ainsi retiré, et remplacera l'autorisation d'exportation visée aux articles 13, 14 et 15.

ARTICLE 17.

Lorsque les substances visées par la présente Convention traverseront en transit les territoires d'une Partie contractante, ou y seront déposées en entrepôt de douane, elles ne pourront être soumises à aucune opération qui modifierait, soit leur nature, soit, sauf permission de l'autorité compétente, leur emballage.

ARTICLE 18.

Si l'une des Parties contractantes estime impossible de faire application de l'une quelconque des dispositions du présent chapitre à son commerce avec un autre pays, en raison du fait que ce dernier n'est pas partie à la présente Convention, cette partie contractante ne sera obligée d'appliquer les dispositions du présent chapitre que dans la mesure où les circonstances le permettent.

CHAPITRE VI.

Comité central permanent.

ARTICLE 19.

Un comité central permanent sera nommé, dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Le Comité central comprendra huit personnes qui, par leur compétence technique, leur impartialité et leur indépendance inspireront une confiance universelle.

Les membres du Comité central seront nommés par le Conseil de la Société des Nations.

Les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne seront invités à désigner chacun une personne pour participer à ces nominations.

En procédant à ces nominations, on prendra en considération l'importance qu'il y a à faire figurer dans le Comité central, en proportion équitable, des personnes ayant une connaissance de la question des stupéfiants, dans les pays

producteurs et manufacturiers, d'une part, et dans les pays consommateurs, d'autre part, et appartenant à ces pays.

Les membres du Comité central n'exerceront pas des fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leurs gouvernements.

Les membres du Comité exerceront un mandat d'une durée de cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité élira son président et fixera son règlement intérieur.

Le quorum fixé pour les réunions du Comité sera de quatre membres.

Les décisions du Comité relatives aux articles 24 et 26 devront être prises à la majorité absolue de tous les membres du Comité.

ARTICLE 20.

Le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Comité, prendra les dispositions nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du Comité, en vue de garantir la pleine indépendance de cet organisme dans l'exécution de ses fonctions techniques, conformément à la présente Convention, et d'assurer, par le Secrétaire général, le fonctionnement des services administratifs du Comité.

Le Secrétaire général nommera le secrétaire et les fonctionnaires du Comité central, sur la désignation dudit Comité et sous réserve de l'approbation du Conseil.

ARTICLE 21.

Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année, avant le 31 décembre, au Comité central permanent prévu à l'article 19, les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention à importer sur leurs territoires, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante pour des fins médicales, scientifiques et autres.

Ces chiffres ne doivent pas être considérés comme ayant, pour le Gouvernement intéressé, un caractère obligatoire, mais seront donnés au Comité central à titre d'indication pour l'exercice de son mandat.

Dans le cas où des circonstances obligeraient un pays à modifier, au cours de l'année, ses évaluations, ce pays communiquera au Comité central les chiffres révisés.

ARTICLE 22.

1. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année au Comité central, trois mois (dans les cas prévus au paragraphe c), cinq mois au plus tard après la fin de l'année, et de la manière qui sera indiquée par le Comité, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

a) De la production d'opium brut et de feuilles de coca ;

b) De la fabrication des substances visées au chapitre III, article 4 b) c) g), de la présente Convention et des matières premières employées pour cette fabrication. La quantité de ces substances, employée à la fabrication d'autres dérivés non visés par la Convention, sera déclarée séparément ;

c) Des stocks de substances visées par les chapitres II et III de la présente Convention, détenus par les négociants en gros ou par l'Etat, en vue de la consommation dans le pays, pour des besoins autres que les besoins de l'Etat ;

d) De la consommation, en dehors des besoins de l'Etat, des substances visées aux chapitres II et III de la présente Convention ;

e) Des quantités des substances visées par la présente Convention qui auront été confisquées à la suite d'importations et d'exportations illicites ; ces statistiques indiqueront la manière dont on aura disposé des substances confisquées, ainsi que tous autres renseignements utiles relatifs à la confiscation et à l'emploi fait des substances confisquées.

Les statistiques visées *sub litteris a, b, c, d, e*, seront communiquées par le Comité central aux Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer au Comité central, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, dans les quatre semaines qui suivront la fin de chaque période de trois mois, et pour chacune des substances visées par la présente Convention, les statistiques de leurs importations et de leurs exportations, en provenance et à destination de chaque pays au cours des trois mois précédents. Ces statistiques seront, dans les cas qui pourront être déterminés par le Comité, envoyées par télégramme, sauf si les quantités descendent au-dessous d'un minimum qui sera fixé pour chaque substance par le Comité central.

3. En fournissant les statistiques, conformément au présent article, les Gouvernements indiqueront séparément les quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat, afin qu'il soit possible de déterminer les quantités requises dans le pays pour les besoins généraux de la médecine et de la science. Le Comité central n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque quant aux quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat ou quant à l'usage qui en sera fait.

4. Au sens du présent article, les substances détenues, importées ou achetées par l'Etat en vue d'une vente éventuelle, ne sont pas considérées comme véritablement détenues, importées ou achetées pour les besoins de l'Etat.

ARTICLE 23.

Afin de compléter les renseignements fournis au Comité central au sujet de l'affectation définitive donnée à la quantité totale d'opium existant dans le monde entier, les gouvernements des pays où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé fourniront chaque année au Comité, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, outre les statistiques prévues à l'article 22, trois mois au plus tard après la fin de l'année, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

1) De la fabrication d'opium préparé et des matières premières employées à cette fabrication ;

2) De la consommation d'opium préparé.

Il est entendu que le Comité n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque au sujet de ces statistiques et que les dispositions de l'article 24 ne seront pas applicables en ce qui touche aux questions visées par le présent article, sauf si le Comité vient à constater l'existence, dans une mesure appréciable, de transactions internationales illicites.

ARTICLE 24.

1. Le Comité central surveillera d'une façon constante le mouvement du marché international. Si les renseignements dont il dispose le portent à conclure

qu'un pays donné accumule des quantités exagérées d'une substance visée par la présente Convention et risque ainsi de devenir un centre de trafic illicite, il aura le droit de demander des explications au pays en question par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations.

2. S'il n'est fourni aucune explication dans un délai raisonnable, ou si les explications données ne sont pas satisfaisantes, le Comité central aura le droit d'attirer, sur ce point, l'attention des Gouvernements de toutes les Parties contractantes ainsi que celle du Conseil de la Société des Nations, et de recommander qu'aucune nouvelle exportation des substances auxquelles s'applique la présente Convention, ou de l'une quelconque d'entre elles, ne soit effectuée, à destination du pays en question, jusqu'à ce que le Comité ait signalé qu'il a obtenu tous les apaisements quant à la situation dans ce pays en ce qui concerne les dites substances. Le Comité central notifiera en même temps au Gouvernement du pays intéressé la recommandation qu'il a faite.

3. Le pays intéressé pourra porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

4. Tout Gouvernement d'un pays exportateur qui ne sera pas disposé à agir selon la recommandation du Comité central pourra également porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

S'il ne croit pas devoir le faire, il informera immédiatement le Comité central qu'il n'est pas disposé à se conformer à la recommandation du Conseil, en donnant, si possible, ses raisons.

5. Le Comité central aura le droit de publier un rapport sur la question et de le communiquer au Conseil, qui le transmettra aux Gouvernements des Parties contractantes.

6. Si, dans un cas quelconque, la décision du Comité central n'est pas prise à l'unanimité, les avis de la minorité devront également être exposés.

7. Tout pays sera invité à se faire représenter aux séances du Comité central au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement.

ARTICLE 25.

Toutes les Parties contractantes auront le droit, à titre amical, d'appeler l'attention du Comité sur toute question qui leur paraîtra nécessiter un examen. Toutefois, le présent article ne pourra être interprété comme étendant les pouvoirs du Comité.

ARTICLE 26.

En ce qui concerne les pays qui ne sont pas parties à la présente Convention, le Comité central pourra prendre les mesures spécifiées à l'article 24 dans le cas où les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné risque de devenir un centre de trafic illicite; dans ce cas, le Comité prendra les mesures indiquées dans l'article en question en ce qui concerne la notification au pays intéressé.

Les alinéas 3, 4 et 7 de l'article 24 s'appliqueront dans ce cas.

ARTICLE 27.

Le Comité central présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport sur ses travaux. Ce rapport sera publié et communiqué à toutes les Parties contractantes.

Le Comité central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations, statistiques, renseignements et explications dont il dispose, conformément aux articles 21, 22, 23, 24, 25 ou 26 de la présente Convention, ne soient pas rendus publics d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales.

ARTICLE 28.

Chacune des Parties contractantes s'engage à rendre passibles de sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 29.

Les Parties contractantes examineront dans l'esprit le plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives pour punir des actes commis dans le ressort de leur juridiction en vue d'aider ou d'assister à la perpétration, en tout lieu situé hors de leur juridiction, d'un acte constituant une infraction aux lois en vigueur en ce lieu et ayant trait aux objets visés par la présente Convention.

ARTICLE 30.

Les Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, si elles ne l'ont déjà fait, leurs lois et règlements concernant les matières visées par la présente Convention, de même que les lois et règlements qui seraient promulgués pour la mettre en vigueur.

ARTICLE 31.

La présente Convention remplace, entre les Parties contractantes, les dispositions des chapitres I, III et V de la Convention signée à La Haye, le 23 janvier 1912. Ces dispositions resteront en vigueur entre les Parties contractantes et tout Etat partie à la Convention de la Haye, et qui ne serait pas partie à la présente Convention.

ARTICLE 32.

1. Afin de régler autant que possible, à l'amiable, les différends qui s'élèveraient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, les Parties en litige pourront, préalablement à toute procédure judiciaire ou arbitrale, soumettre ces différends, pour avis consultatif, à l'organisme technique que le Conseil de la Société des Nations désignerait à cet effet.

2. L'avis consultatif devra être formulé dans les six mois à compter du jour où l'organisme dont il s'agit aura été saisi du différend, à moins que, d'un commun accord, les Parties en litige ne décident de proroger ce délai. Cet organisme fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de son avis.

3. L'avis consultatif ne liera pas les Parties en litige, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles.

4. Les différends qui n'auraient pu être réglés ni directement, ni, le cas échéant, sur la base de l'avis de l'organisme technique susvisé, seront portés, à la demande d'une des Parties au litige, devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention existante ou en vertu d'un accord spécial à conclure, il ne soit procédé au règlement du différend par voie d'arbitrage ou de toute autre manière.

5. Le recours à la Cour de Justice sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour.

6. La décision prise par les Parties au litige de le soumettre, pour avis consultatif, à l'organisme technique désigné par le Conseil de la Société des Nations, ou de recourir à l'arbitrage, sera communiquée au Secrétaire général de la Société et, par ses soins, aux autres Parties contractantes, qui auront le droit d'intervenir dans la procédure.

7. Les Parties au litige devront porter devant la Cour permanente de Justice internationale tout point de droit international ou toute question d'interprétation de la présente Convention qui pourra surgir au cours de la procédure devant l'organisme technique ou le tribunal arbitral dont cet organisme ou ce tribunal estimerait, sur demande d'une des Parties, que la solution préalable par la Cour est indispensable pour le règlement du différend.

ARTICLE 33.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 30 septembre 1925, ouverte à la signature de tout État représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention, de tout membre de la Société des Nations et de tout État à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ARTICLE 34.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres États signataires.

ARTICLE 35.

A partir du 30 septembre 1925, tout État représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention et non signataire de celle-ci, tout Membre de la Société des Nations et tout État auquel le Conseil de la Société des Nations en aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et qui sera déposé dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera immédiatement ce dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, et aux autres États signataires, ainsi qu'aux États adhérents.

ARTICLE 36.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix Puissances, y compris sept des États qui participeront à la nomination du Comité

central, en conformité à l'article 19, dont au moins deux États membres permanents du Conseil de la Société des Nations. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière des ratifications nécessaires. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de son entrée en vigueur.

ARTICLE 37.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Parties contractantes et aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

ARTICLE 38.

La présente Convention pourra être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne l'État dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou y ayant adhéré, et des autres États qui sont signataires ou qui y ont adhéré, toute dénonciation reçue par lui.

ARTICLE 39.

Tout État participant à la présente Convention pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, ou pour lequel il a accepté un mandat de la Société des Nations, et pourra, ultérieurement et conformément à l'article 35, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par une telle déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer; les dispositions de l'article 38 s'appliqueront à cette dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le dix-neuf février 1925, en une seule expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie certifiée conforme en sera remise à tous les États représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

Albanie.

B. BLINISHTI.

Allemagne.

H. von ECKARDT.

Sous la réserve annexée au procès-verbal de la séance plénière du 16 février 1925. H. v. E.

Sous réserve de la suspension provisoire de l'application de l'article 13, alinéa 4 de la disposition correspondante de l'article 15 et de l'article 22, alinéa 2.

Étant données les conditions spéciales dans lesquelles il se trouve, le Gouvernement fédéral se réserve la faculté de suspendre provisoirement et tant que ces circonstances continuent, l'application des dispositions précitées visant l'envoi d'une copie de l'autorisation d'exportation ou du certificat de déroutement au Gouvernement du pays importateur. Il continuera, cependant, à appliquer le régime des certificats d'importation et d'exportation adopté à la suite des recommandations de la Commission Consultative du trafic de l'opium et des autres drogues nuisibles. Pour les mêmes motifs, et également tant que lesdites circonstances spéciales subsistent, le Gouvernement fédéral se réserve la faculté de suspendre provisoirement l'application de la disposition visant l'envoi au Comité central de statistiques trimestrielles. Il continuera, cependant, à faire un rapport annuel.

Autriche.

Emerich PFLÜGL.

Belgique.

Fernand PELTZER.

D^r Ferd. DE MYTTENAERE.

Brésil.

Pedro PERNAMEUCO.

H. GOTUZZO.

Empire Britannique.

Malcolm DELEVINGNE.

Canada.

R. DANDURAND.

Commonwealth d'Australie.

M. L. SHEPHERD.

Union Sud-Africaine.

J. S. SMIT.

Nouvelle-Zélande.

J. ALLEN.

Conformément à l'article 39, la Convention est acceptée par la Nouvelle-Zélande au nom du territoire sous mandat du Samoa occidental.

J. A. 11 Sept. 1925.

Inde.

R. SPERLING.

État libre d'Irlande.

Michael MacWHITE.

Bulgarie.

D. MIKOFF.

Chili.

Emilio BELLO-C.

Cuba.

Aristides DE AGÜERO y BETHENCOURT.

Danemark.

A. OLDENBURG, (sauf ratification).

Espagne.

Emilio DE PALACIOS.

France

G. BOURGOIS. A. KIRCHER.

Le Gouvernement français est obligé de faire toutes ses réserves en ce qui concerne les Colonies, Protectorats et Pays sous mandat, dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti, des statistiques trimestrielles prévues à l'alinéa 2 de l'article 22. G. B. A. K.

Grèce*Ad referendum* Vassili DENDRAMIS.**Hongrie.**

Dr. BARANYAI Zoltán.

Japon.

S. KAKU. Y. SUGIMURA.

Lettonie.

W. G. SALNAIS.

Luxembourg.

Ch. G. VERMAIRE.

Nicaragua.

A. SOTTILE.

Pays-Bas.

V. WETTUM. J. B. M. COEBERGH. A. D. A. de KAT ANGELINO.

Perse.

Ad referendum et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son mémorandum. O.D.C.24².

Prince ARFA-OD-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN.

Pologne

CHOD'ZKO.

Portugal.

A. M. Bartholomeu FERREIRA.

R. J. RODRIGUES.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

M JOVANOVITCH.

Siam.

DAMRAS.

Soudan.

WASEY STERRY.

Suisse.

Paul DINICHERT,

en se référant à la déclaration formulée par la Délégation suisse à la 36^{me} séance plénière de la Conférence concernant l'envoi des statistiques trimestrielles prévues à l'article 22, chiffre 2.

Tchécoslovaquie.

Ferdinand VEJERKA.

Uruguay.

E. E. BUERO.

ANNEXE.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'IMPORTATION

 Convention internationale de l'opium.

N°

Certificat officiel d'importation.

Nous certifions par la présente que le Ministère d.
chargé de l'application de la loi sur les stupéfiants visés par la
Convention internationale de l'opium a approuvé l'importation
par :

a) Nom, adresse
et profession de
l'importateur.

a)

b) Description
exacte du stupé-
fiant et quantité
destinée à l'im-
portation.

de b)

c) Nom et adresse
de la maison du
pays exportateur
qui fournit le stu-
péfiant.

en provenance de c)

d) Indiquer
toutes les condi-
tions spéciales à
observer ; men-
tionner, par
exemple, que le
stupéfiant ne doit
pas être expédié
par la poste.

sous réserve des conditions suivantes d)

.

et déclarons que l'envoi destiné à l'importation est nécessaire :

1) pour les besoins légitimes (dans le cas d'opium brut et de
la feuille de coca) ⁽¹⁾;

2) pour des besoins médicaux ou scientifiques exclusivement
(dans le cas des stupéfiants visés par le chapitre III de la Con-
vention, et du chanvre indien).

Pour le ministre et par son ordre

(Signé)

(Titre)

(Date)

(1) Les pays qui n'ont pas supprimé l'habitude de fumer l'opium et qui désirent importer de l'opium brut pour la fabrication de l'opium préparé doivent délivrer des certificats établissant que l'opium brut réservé à l'importation est destiné à la fabrication de l'opium préparé, que les fumeurs sont soumis aux restrictions gouvernementales, en attendant la suppression complète de l'opium et que l'opium importé ne sera pas réexporté.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring

der Overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen aangenomen te Geneve, den 19^e Februari 1925 door de tweede opiumconferentie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 23 Januari 1912 werd te 's Gravenhage de eerste internationale Opium-Overeenkomst gesloten. Het bij uitstek menschlievend karakter erkennend dat verbonden was aan dit door de onderteekenende Mogendheden ondernomen Werk, hield België er aan reeds in 1912 zijne medewerking te verleen en aan de gemeenschappelijke actie door tot de Overeenkomst toe te treden. Deze werd goedgekeurd door de wet van 15 Maart 1914.

De Overeenkomst van 's Gravenhage had voor doel de geleidelijke afschaffing van het misbruik van opium, morphine, cocaine, alsmede de uit deze stoffen gereedmaakte of er van afgeleide geneesmiddelen. Zij stelde aan de Verdragsluitende Partijen tot taak het opmaken van wetten en reglementen over het toezicht op den in- en den uitvoer en vooral over het toezicht op de vervaardiging, de verdeeling en den verkoop van verdoovingsmiddelen.

Het valt niet te betwisten dat de beschikkingen van deze Overeenkomst merkbare uitslagen hebben opgeleverd en een mijlpaal geweest zijn op den weg dien de onderteekenende Mogendheden zich hebben voorgeschreven. Zij hebben nochtans noch den smokkelhandel, noch het misbruik der stoffen die zij bedoelden, werkelijk onderdrukt. De internationale handel is feitelijk ontsnapt aan de beperkende maatregelen die genomen werden en deze omstandigheid heeft de pogingen die door zekere landen, inzonderheid de Vereenigde Staten, werden gedaan om den invoer en het verbruik van verdoovingsmiddelen op hun grondgebied te beperken, met lamheid geslagen.

Het kwam er bijgevolg op aan de bestaande Overeenkomst krachtiger te maken en te voorzien in hare tekortkomingen, daar waar zulks noodzakelijk gebleken was.

Over dezen toestand bezorgd en wenschende het sluiten te bevorderen van een nieuwe internationale Overeenkomst met eene meer afdoende draagkracht, nam

de Vergadering van den Volkenbond het initiatief al de Regeeringen, leden van den Bond of partijen bij de Overeenkomst, uit te noodigen tot een Conferentie waarvan zij zelf het programma had doen voorbereiden. De resolutie der Vergadering was in de volgende bewoordingen opgesteld :

» De Vergadering, met voldoening vastgesteld hebbend dat, overeenkomstig de hoop uitgedrukt in de vierde resolutie door de Vergadering van 1922 aangenomen, de Raadgevende Commissie heeft laten weten dat de thans beschikbare inlichtingen de belanghebbende Regeeringen in staat stellen, met het oog op het sluiten van een overeenkomst, de kwestie te onderzoeken van de beperking der hoeveelheden morphine, heroïne of cocaïne en hunne respectieve zouten die vervaardigd zullen mogen worden, van de beperking der hoeveelheden ruwe opium en cocabladeren die zullen mogen ingevoerd worden, zoowel voor dat doeleinde als voor andere geneeskundige en wetenschappelijke behoeften, en, ten slotte, van de beperking der voortbrengst van ruwen opium en cocabladeren voor den uitvoer bestemd, tot de hoeveelheden noodig voor de geneeskundige en wetenschappelijke behoeften waarvan sprake, verzoekt den Raad — ten einde aan de beginselen, uitgedrukt door de afgevaardigden van de Vereenigde Staten van Amerika, hunne uitwerking te geven en de gedragslijn te volgen door den Volkenbond aangenomen op de aanbeveling van de Raadgevende Commissie — de belanghebbende Regeeringen uit te noodigen gevolmachtigde vertegenwoordigers te zenden naar een Conferentie die te dien einde gehouden zal worden, zoo mogelijk, onmiddellijk na de Conferentie vermeld in resolutie V.

» De Vergadering verzoekt eveneens den Raad te onderzoeken of het niet gepast zou zijn de uitnoodiging tot deze Conferentie uit te strekken tot al de landen die Leden zijn van den Bond of Partijen bij de Overeenkomst van 1912, ten einde hunne toetreding te verkrijgen tot de beginselen die tot grondslag zouden kunnen dienen voor al de eventuele te sluiten overeenkomsten. »

De tweede internationale Opiumconferentie kwam zodoende bijeen te Genève, op 17 November 1924, ter uitvoering van bovenvermelde resolutie.

Hare werkzaamheden hebben geleid tot het sluiten van eene overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, van een protocol betreffende den opium, alsmede van een slotakte die zekere aanbevelingen bevat welke voor doel hebben het mogelijk te maken dat de Overeenkomst hare volledige uitwerking hebbe. De Belgische Regeering, op de Conferentie vertegenwoordigd, heeft hare afgevaardigden gemachtigd de Overeenkomst en de slotakte te ondertekenen, daar het protocol slechts van belang was voor de landen die opium voortbrengen.

De Overeenkomst, die de vrucht is van de werkzaamheden der conferentie en die wij thans de eer hebben aan uwe besprekingen te onderwerpen, versterkt op aanzienlijke wijze de beschikkingen der Overeenkomst van 's Gravenhage. Zij is eerst en vooral van toepassing op een grooter aantal producten, inzonderheid de ecgonine, op al de bereidingen die diacetylmorphine inhouden, op de galenische bereidingen van Indischen hennep en op elke nieuwe stof die aanleiding zou kunnen geven tot gelijkaardige misbruiken en even schadelijke uitwerkingen zou kunnen veroorzaken als de reeds door de Overeenkomst bedoelde stoffen. Vervolgens streeft zij er naar een scherp toezicht op den internationalen handel van verdoovingsmiddelen in te richten en voorziet daartoe een reeks zeer strenge maar gerechtvaardigde maatregelen in geval van in- en uitvoer.

Door tegelijk een nationaal en een internationaal toezicht op het verkeer van gezegde stoffen in te richten, maakt de Overeenkomst het mogelijk den smokkelhandel en den onwettigen handel ernstig tegen te werken en te bemoeilijken.

Ten slotte stelt zij een bestendig centraal komiteit in dat den Volkenbond in staat zal stellen een voortdurend toezicht op de uitvoering der Overeenkomst uit te oefenen.

De slotakte bevat een reeks aanbevelingen welke geschikt zijn om aan de Overeenkomst hare volledige uitwerking te verzekeren.

België, dat de Overeenkomst van 's Gravenhage onderteevende, mag niet vreemd blijven aan de nieuwe internationale Overeenkomst, welke, in vergelijking met de eerste, op een meer besliste inspanning van wege de mogelijkheden in den strijd ondernomen tegen het misbruik van verdoovingsmiddelen wijst, terwijl zij tevens een breeder en in het licht der ondervinding beter bestudeerd plan van actie aangeeft. Indien het gevaar der morphine en der cocaïne voor ons land op den huidige oogenblik al niet bijzonder angstwekkend is, blijft het nochtans een verborgen gevaar dat zijne aandacht moet gaande houden en het is geene overdrijving te zeggen dat indien het thans ten opzichte van dezen geesel gerust kan zijn, het dit te danken heeft aan de gelukkige werking van de eerste Overeenkomst.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.



TWEEDE OPIUMCONFERENTIE. OVEREENKOMST.

Albanië, Duitschland, Oostenrijk, België, Brazilië, het Britsche Rijk, Canada, Commonwealth van Australië, de Zuid-Afrikaansche Unie, Nieuw-Zeeland, de Ierseche Vrijstaat en Indië, Bulgarië, Chili, Cuba, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Griekenland, Hongarije, Japan, Letland, Luxemburg, Nicaragua, Nederland, Perzië, Polen, Portugal, het Koninkrijk des Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam, Soedan, Zwitserland, Tsjekoslowakije en Uruguay,

Overwegende, dat de toepassing van de bepalingen der Haagsche Conventie van 23 Januari 1912 door de contracteerende partijen heel belangrijke uitslagen heeft opgeleverd, maar dat de smokkelhandel in en het misbruik van de door de Conventie bedoelde zelfstandigheden nog op groote schaal blijven bestaan;

Overtuigd, dat de smokkelhandel in en het misbruik van die zelfstandigheden niet wezenlijk afgeschaft kunnen worden dan door de voortbrenging en de vervaardiging van die zelfstandigheden op doeltreffender wijze te beperken en door op den internationalen handel een strenger contrôle en toezicht uit te oefenen dan voorzien is in genoemde overeenkomst;

Verlangende nieuwe maatregelen te treffen om het door genoemde Commissie beoogde doel te bereiken en hare bepalingen aan te vullen en te verscherpen;

Er van bewust, dat die beperking en die contrôle de medewerking vergen van alle contracteerende partijen;

Vertrouwende, dat die menschlievende poging de eenparige goedkeuring der belanghebbende landen zal wegdragen;

Hebben de contracteerende Hooge Partijen besloten te dien einde een overeenkomst te sluiten en hebben zij als hun gevolmachtigden aangewezen :

DE VOORZITTER VAN DEN OPPERSTEN RAAD VAN ALBANIË :

M. B. BLINISHTI, Bestuurder van het permanent secretariaat van Albanië bij den Volkenbond.

DE VOORZITTER VAN HET DUITSCHE REICH :

M. H. VON ECKARDT, Buitengewone gezant en gevolmachtigd Minister.

DE VOORZITTER VAN DE REPUBLIEK VAN OOSTENRIJK :

M. Emerich PFÜGI, Gevolmachtigd Minister, vertegenwoordiger van het Federaal Gouvernement van Oostenrijk bij den Volkenbond.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

M. Fernand PELTZER, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij den Federalen Raad van Zwitserland ;

D^r Ferdinand DE MYTENAERE, Hoofdôpziener der apotheken.

DE VOORZITTER VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN BRAZILIË :

D^r Humberto GOUZZO, Hoofdgeneesheer van de krankzinnigenzorg te Rio de Janeiro ;

D^r Pedro PERAMBUCO, Hoogleeraar in de Medische Faculteit van de Universiteit te Rio de Janeiro.

**ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK
VAN GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE BRITSCH
DOMINIONS OVER DE ZEEËN, KEIZER VAN INDIË :**

Sir Malcolm DELEVINGNE, K. C. B., Adjunct-onderstaatssecretaris.

en

VOOR HET DOMINION CANADA :

De edelachtbare R. DANDURAND, Senator, afgevaardigde bij de zesde vergadering van den Volkenbond ;

VOOR DE COMMONWEALTH VAN AUSTRALIA :

M. M. L. SHEPHERD I. S. O. Officiële Secretaris van de Commonwealth van Australië in Groot-Brittannië ;

VOOR DE ZUID-AFRIKAANSCH E UNIE :

M. J. S. SMIT, Hoog-Commissaris voor de Zuid-Afrikaansche Unie in het Vereenigd Koninkrijk ;

VOOR HET DOMINION VAN NIEUW ZEELAND :

De edelachtbare Sir James ALLEN, K. C. B., Hoog Commissaris voor Nieuw Zeeland in het Vereenigd Koninkrijk.

VOOR DE IERSCH E VRIJSTAAT :

M. Michael Mac WHITE, Vertegenwoordiger van den Ierschen Vrijstaat bij den Volkenbond.

VOOR INDIË :

M. R. SPERLING, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister van Zijne Majesteit den Koning van Groot-Brittannië bij den federalen Raad van Zwitserland.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BULGAREN :

M. Dimitri MIKOFF, Zaakgelastigde in Zwitserland.

DE VOORZITTER VAN DE CHILEENSCH E REPUBLIEK :

M. Emilio BELLO COSEDISO, Gezant, Voorzitter van de Chileensche afvaardiging op de zesde vergadering van den Volkenbond.

DE VOORZITTER DER CUBEENSCH E REPUBLIEK :

M. Aristides DE AGÜERO Y BETHENCOURT, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij den Voorzitter van het Duitsche Reich en bij den Voorzitter der Oostenrijksche Republiek.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN :

M. A. OLDENBURG, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij den Federalen raad van Zwitserland, Vertegenwoordiger van Denemarken bij den Volkenbond.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

M. E. De Palacios, Buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij den Federalen raad van Zwitserland.

DE VOORZITTER DER FRANSCHER REPUBLIEK :

M. G. BOURCOIS, Consul van Frankrijk;
M. A. KIRCHER, Bestuurder van regie en tolwezen van Indo-China.

DE VOORZITTER VAN DE GRIEKSCHE REPUBLIEK :

M. Vassili DENDRAMIS, Zaakgelastigde in Zwitserland.

ZIJNE DOORLUCHTIGE HOOGHEID DE GOUVERNEUR VAN HONGARIË :

M. Dr Zoltán BARANYAI, Bestuurder van het Koninklijk Hongaarsch Secretariaat bij den Volkenbond.

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN :

M. S. KAKU, oud-burgerlijk Gouverneur van het Algemeen Gouvernement Taiwan;
M. Yotaro SUGIMURA, Gezantschapsraad, adjunct-hoofd van het keizerlijke bureau van Japan bij den Volkenbond.

DE VOORZITTER VAN DE LETTISCHE REPUBLIEK :

M. W. G. SALNAIS, Minister van Maatschappelijke Voorzorg.

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOT-HERTOGIN VAN LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul van Luxemburg te Genève.

DE VOORZITTER DER REPUBLIEK VAN NICARAGUA :

M. A. SOTTLE, Consul van Nicaragua te Genève, bestendige Afgevaardigde bij den Volkenbond.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

M. W. G. VAN WETTUM, lid van de Commissie voor advies voor opium en andere schadelijke artsenijen van den Volkenbond;
Dr J. B. M. COEBERGH, Hoofdopziener van den dienst der Volksgezondheid;
M. A. D. A. DE KAT ANGELINO, Secretaris voor de Chineesche aangelegenheden bij de Regeering van Nederlandsch Indië.

ZIJNE KEIZERLIJKE MAJESTEIT DE SHAH VAN PERZIË

Zijne Hoogheid Prins Mirza-Riza-Khan ARFA-OD-DOVLEH, Gezant, Vertegenwoordiger van het Keizerlijk Gouvernement bij den Volkenbond.

DE VOORZITTER DER POOLSCHE REPUBLIEK :

D^r W. CHODZKO, Oud-Minister van Openbare Gezondheid, Afgevaardigde van de Poolse Regeering bij het « Office international d'Hygiène publique ».

DE VOORZITTER DER PORTUGEESCHE REPUBLIEK :

M. Bartholomeu FERREIRA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Federalen raad van Zwitserland ;

D. Rodrigo J. RODRIGUES, Gouverneur van Macao.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER SERVIËRS. KROATEN EN SLOVENEN :

M. M. GOVANOVITCH, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Federalen raad van Zwitserland. Bestendige afgevaardigde bij den Volkenbond.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SIAM :

Zijne Doorluchtigheid prins DAMRAS. Zaakgelastigde in Nederland.

ZIJNE EXCELLENTIE DE GOUVERNEUR GENERAAL VAN SOEDAN :

Sir Wasey STERRY, C. B. E., Rechtskundige Secretaris van het Gouvernement van Soedan.

DE FEDERALE RAAD VAN ZWITSERLAND :

M. Paul DINICHERT, Gevolmachtigd Minister, Hoofd van de afdeeling Buitenslandsche Zaken van het Federaal politiek departement.

DE VOORZITTER DER REPUBLIEK VAN TSJEKOSLOWAKIË :

M. Ferdinand VEVERKA, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Federalen Raad van Zwitserland, Bestendige Afgevaardigde bij den Volkenbond.

DE VOORZITTER DER REPUBLIEK VAN URUGUAY :

M. Enrique E. BUERO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Federalen Raad van Zwitserland.

die, na elkaar hun volmachten meegedeeld te hebben, welke in den vereischten vorm bevonden werden, overeengekomen zijn omtrent de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK I.**Begripsbepalingen.****ARTIKEL 1.**

Ten behoeve van deze overeenkomst komen de contracteerende partijen overeen de volgende begripsbepalingen aan te nemen :

Ruw opium. — Onder « ruw opium » wordt verstaan het vanzelf gestremde

sap, dat verkregen wordt uit de zaaddoozen van den slaapbol (*Papaver somniferum* L.) en slechts de voor zijn inpakking en vervoer noodige bewerkingen ondergaan heeft, welke ook zijn gehalte aan morphine zij.

Geneeskundig opium. — Onder « geneeskundig opium » wordt verstaan het opium, dat de noodige bereiding ondergaan heeft om geschikt te zijn voor geneeskundig gebruik, hetzij in poeder- of korrelvorm, hetzij vermengd met neutrale stoffen volgens de eischen der pharmacopee.

Morphine. — Onder « morphine » wordt verstaan het voornaamste alcaloïde van opium met het scheikundig teeken $C_{17} H_{19} NO_3$.

Diacetylmorphine. — Onder « diacetylmorphine » wordt verstaan de diacetylmorphine (diamorphine, heroïne) met het teeken $C_{21} H_{23} NO_5$.

Cocablad. — Onder « cocablad » wordt verstaan het blad van de *Erythroxylon Coca Lamarch*, van de *Erythroxylon novo-granatense* (Morris) Hieronymus en van hun variëteiten, van de familie der erythroxylaceae en het blad van andere soorten van dat geslacht, waaruit cocaïne rechtstreeks gewonnen of door scheikundige omzetting verkregen zou kunnen worden.

Ruwe Cocaïne. — Onder « ruwe cocaïne » wordt verstaan al de uit het cocablad gewonnen producten, die rechtstreeks of onrechtstreeks dienen kunnen voor het bereiden van cocaïne.

Cocaïne. — Onder « cocaïne » wordt verstaan de méthylaether van de levogyre benzoylcegonine ($[\alpha] D_{20} = -16.4$) in een 20 t. h. chloroformoplossing, met het teeken $C_{17} H_{21} NO_4$.

Ecgonine. — Onder « ecgonine » wordt verstaan de levogyre ecgonine ($[\alpha] D_{20} = -45.6$ in een 5 t. h. wateroplossing) met het teeken $C_9 H_{15} NO_3 H_2 O$, en al de bijproducten van die ecgonine, welke op nijverheidsgebied zouden kunnen dienen tot terugwinning daarvan.

Indische hennep. — Onder « Indische hennep » wordt verstaan de gedroogde bloem- of vruchtoppen der vrouwelijke planten van de *Cannabis sativa* L., waaruit het hars nog niet werd verwijderd, onder welke benaming ook ze in den handel gebracht worden.

HOOFDSTUK II.

Binnenlandsch toezicht op ruw opium en cocabladen.

ARTIKEL 2.

De contracteerende partijen verbinden zich, indien zulks nog niet werd gedaan, wetten en reglementen uit te vaardigen ter verkrijging van een doeltreffend toezicht op de voortbrenging, de verdeling en den uitvoer van ruw opium; zij verbinden zich insgelijks tot periodische herziening en tot verscherping, in de mate waarin zulks noodig zal zijn, van de wetten en reglementen op dat stuk, die zij zullen uitgevaardigd hebben krachtens artikel I van de Haagsche overeenkomst van 1912 of van onderhavige overeenkomst.

ARTIKEL 3.

De contracteerende partijen zullen het aantal beperken van de steden, havens of andere plaatsen, langs dewelke uit- of invoer van ruw opium of wel van cocabladen zal toegelaten zijn, en daarbij rekening houden met de verschillen in hun handelstoestanden.

HOOFDSTUK III.**Binnenlandsch toezicht op verwerkte waren.****ARTIKEL 4.**

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de volgende zelfstandigheden :

- a) Geneeskundig opium ;
- b) Ruwe cocaïne en ecgonine ;
- c) Morphine, diacetylmorphine, cocaïne en hun onderscheiden zouten ;
- d) Alle officinale en niet-officinale preparaten (met inbegrip van de zoogenaamde anti-opiumgeneesmiddelen), die meer dan 0,2 t. h. morphine of meer dan 0,1 t. h. cocaïne bevatten ;
- e) Alle preparaten, die diacetylmorphine bevatten ;
- f) Elk ander verdoovingsmiddel, waarop deze Overeenkomst van toepassing kan zijn overeenkomstig artikel 10.

ARTIKEL 5.

De contracteerende partijen zullen doeltreffende wetten en reglementen uitvaardigen derwijze dat de vervaardiging, de invoer, de verkoop, de verdeeling, de uitvoer en het gebruik der zelfstandigheden, waarop dit hoofdstuk van toepassing is, uitsluitend tot het geneeskundig en wetenschappelijk gebruik beperkt worden. Zij zullen onderling samenwerken ten einde aanwending van die zelfstandigheden tot elk ander doel te beletten.

ARTIKEL 6.

De contracteerende partijen zullen toezicht houden op al degenen, die de zelfstandigheden waarop dit hoofdstuk van toepassing is, vervaardigen, invoeren, verkoopen, verdeelen of uitvoeren, alsmede op de gebouwen, waarin die personen die nijverheid of dien handel drijven.

Te dien einde zullen de contracteerende partijen :

- a) De vervaardiging der door artikel 4 b), c), g) bedoelde zelfstandigheden moeten beperken tot die inrichtingen en lokalen voor dewelke een vergunning daartoe bestaat ;
- b) Moeten eischen, dat al degenen, die genoemde zelfstandigheden vervaardigen, invoeren, verkoopen, verdeelen of uitvoeren, voorzien zijn van een vergunning of van een machtiging tot het verrichten van die handelingen ;
- c) Van die personen moeten eischen, dat zij in hun boeken de vervaardigde hoeveelheden, den invoer, den uitvoer, den verkoop en alle andere wijzen van afstand der genoemde zelfstandigheden opteekenen. Deze regel zal niet noodzakelijkerwijze van toepassing zijn op de hoeveelheden, uitgereikt door de geneesheeren, evenmin als op de verkooping, op geneeskundig recept verricht door behoorlijk gemachtigde apothekers, indien de recepten in ieder geval behoorlijk bewaard worden door den geneesheer of den apotheker.

ARTIKEL 7.

De contracteerende partijen zullen maatregelen nemen om in hun binnenlandschen handel elken afstand aan niet-gemachtigde personen of elk bezit door

deze personen van de zelfstandigheden, waarop dit hoofdstuk van toepassing is, te verbieden.

ARTIKEL 8.

Wanneer het Hygiënisch Comité van den Volkenbond, na de kwestie om advies en verslag voorgelegd te hebben aan het Bestendig Comité van het « Office international d'hygiène publique » te Parijs, zal vastgesteld hebben, dat sommige preparaten, welke de in dit hoofdstuk bedoelde verdoovingsmiddelen bevatten, geen aanleiding kunnen geven tot toxicomanie wegens den aard der geneeskrachtige zelfstandigheden, waarmee die verdoovingsmiddelen verbonden worden en welke beletten deze practisch te herwinnen, zal het Hygiënisch Comité den Volkenbondsraad van die vaststelling op de hoogte brengen. De Raad zal die vaststelling mededeelen aan de contracteerende partijen, wat tot gevolg zal hebben bedoelde preparaten buiten deze overeenkomst te stellen.

ARTIKEL 9.

Ieder contracteerende partij kan de apothekers machtigen om op eigen gezag en bij wijze van geneesmiddel voor onmiddellijk gebruik in dringende gevallen, aan het publiek de volgende opiumhoudende officinale preparaten af te leveren : opiumtinctuur, laudanum van Sydenham, poeder van Dover; nochtans mag de maximumdosis, welke in dat geval afgeleverd mag worden, niet meer dan 0.25 gr. officinaal opium bevatten en de apotheker zal, overeenkomstig artikel 6 c), in zijn boeken de geleverde hoeveelheden vermelden.

ARTIKEL 10.

Wanneer het Hygiënisch Comité van den Volkenbond, na de kwestie om advies en verslag voorgelegd te hebben aan het Bestendig Comité van het « Office international d'hygiène publique » te Parijs, zal vastgesteld hebben, dat eenig verdoovingsmiddel, waarop deze Overeenkomst niet van toepassing is, aanleiding kan geven tot gelijksoortige misbruiken en even schadelijke gevolgen kan hebben als de door dit hoofdstuk der Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, zal het Hygiënisch Comité er kennis van geven aan den Volkenbondsraad en dezen aanbevelen, dat de bepalingen dezer Overeenkomst op die zelfstandigheid zouden toegepast worden.

De Volkenbondsraad zal die vaststelling mededeelen aan de contracteerende partijen. Iedere contracteerende partij, welke de aanbeveling aanvaard, zal van die aanvaarding kennis geven aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, die de andere contracteerende partijen daarvan op de hoogte zal brengen.

De bepalingen dezer Overeenkomst zullen onmiddellijk toepasselijk worden op bedoelde zelfstandigheid in de betrekkingen tusschen de contracteerende partijen, die door de voorgaande paragrafen bedoelde aanbevelingen zullen aanvaard hebben.

HOOFDSTUK IV.

Indische hennep.

ARTIKEL 11.

1. Buiten de bepalingen van hoofdstuk V dezer Overeenkomst, welke toepasselijk zullen zijn op Indischen hennep en op het hars, dat er uitgetrokken wordt, verbinden de contracteerende partijen zich nog :

a) Den uitvoer te verbieden van het uit Indischen hennep verkregen hars en van de gebruikelijke preparaten, waarvan het hars de grondstof vormt (zooals haschisch, esrar, chira en djamba), naar landen die het gebruik daarvan verboden hebben, en wanneer uitvoer daarvan toegelaten is, overlegging te eischen van een bijzonder invoercertificaat, afgeleverd door de Regeering van het invoerende land en bevestigende, dat de invoer is goedgekeurd voor de in het certificaat nader omschreven doeleinden en dat het hars of de genoemde preparaten niet weder uitgevoerd zullen worden;

b) Alvorens, voor Indischen hennep, de in artikel 13 dezer Overeenkomst bedoelde uitvoervergunning af te leveren, overlegging te eischen van een bijzonder invoercertificaat, afgeleverd door de Regeering van het invoerende land en bevestigende, dat de invoer goedgekeurd is en uitsluitend bestemd is voor geneeskundig of wetenschappelijk gebruik;

2. De contracteerende partijen zullen een doeltreffend toezicht uitoefenen, zoodat ongeoorloofde internationale handel in Indischen hennep, en meer in 't bijzonder, in hars, verhinderd wordt.

HOOFDSTUK V.

Toezicht op den Internationalen handel

ARTIKEL 12.

Iedere contracteerende partij zal eischen, dat een afzonderlijke invoervergunning verkregen wordt voor elken invoer van een of ander der zelfstandigheden, waarop deze Overeenkomst van toepassing is. Die vergunning zal de in te voeren hoeveelheid, den naam en het adres van den invoerder, alsmede den naam en het adres van den uitvoerder vermelden.

De invoervergunning zal den termijn nader aanduiden, waarbinnen de invoer zal moeten geschieden; ze zal den invoer in verschillende zendingen mogen toelaten.

ARTIKEL 13.

1. Iedere contracteerende partij zal eischen, dat een afzonderlijke uitvoervergunning verkregen wordt voor iederen uitvoer van een of ander der zelfstandigheden, waarop deze overeenkomst van toepassing is. Die vergunning zal de uit te voeren hoeveelheid, den naam en het adres van den uitvoerder, alsmede den naam en het adres van den invoerder vermelden.

2. De contracteerende partij zal, alvorens de uitvoervergunning af te leveren, eischen dat een invoercertificaat, afgeleverd door de Regeering van het invoerende land en bevestigende, dat de invoer goedgekeurd is, overgelegd wordt door het huis of den persoon, die de uitvoervergunning aanvraagt.

Iedere contracteerende partij verbindt zich, in de mate van het mogelijke, voor het invoercertificaat het model te gebruiken, dat gevoegd is bij deze overeenkomst.

3. De uitvoervergunning zal den termijn nader aanduiden, waarbinnen de uitvoer moet plaats hebben, en zal het nummer en den datum vermelden van het invoercertificaat alsmede de overheid, die het afgeleverd heeft.

4. Een afschrift van de uitvoervergunning zal de zending begeleiden en de regeering, die de uitvoervergunning aflevert, zal er een afschrift van sturen aan de Regeering van het invoerende land.

5. Wanneer de invoer plaats zal gehad hebben of wanneer de voor den invoer vastgestelde termijn verstreken zal zijn, zal de Regeering van het invoerende land de daartoe geëndosseerde uitvoervergunning terugzenden aan de Regeering van het uitvoerende land. Het endossement zal de werkelijk ingevoerde hoeveelheid nader aangeven.

6. Indien de werkelijk uitgevoerde hoeveelheid kleiner is dan die, welke aangegeven staat in de uitvoervergunning, zal van die hoeveelheid door de betrokken overheden melding gemaakt worden op de uitvoervergunning en op ieder officiëel afschrift van die vergunning.

7. Indien de uitvoeraanvraag betrekking heeft op een zending, die bestemd is om opgeslagen te worden in een tolstapelhuis van het invoerende land, zal de betrokken overheid van het uitvoerende land in plaats van het hiervoren voorziene invoercertificaat, een bijzonder certificaat mogen aanvaarden, waardoor de betrokken overheid van het invoerende land zal bevestigen, dat ze den invoer der zending onder de vorenvermelde voorwaarden goedkeurt. In dergelijk geval zal de uitvoervergunning nader vermelden, dat de zending uitgevoerd wordt om opgeslagen te worden in een tolstapelhuis.

ARTIKEL 14.

Ten einde in de vrijhavens en in de vrije strooken de algeheele toepassing en uitvoering van de bepalingen dezer Overeenkomst te verzekeren, verbinden de contracteerende partijen er zich toe de in het land van kracht zijnde wetten en reglementen toe te passen op de vrijhavens en de vrije strooken, gelegen op hun grondgebied, en er hetzelfde *toezicht en dezelfde contrôle* uit te oefenen als in de andere deelen van hun grondgebied, wat betreft de door genoemde Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden.

Nochtans belet dit artikel een der contracteerende partijen niet op genoemde zelfstandigheden strengere bepalingen toe te passen in de vrijhavens en in de vrije strooken dan in de andere deelen van haar grondgebied.

ARTIKEL 15.

1. Geen zending van een of ander der door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden zal, indien die zending uitgevoerd wordt uit een land naar een ander land, een derde land mogen doortrekken — hetzij die zending al dan niet overgeladen wordt uit het gebezigde schip of voertuig — tenzij het afschrift der uitvoervergunning (of het afleidingscertificaat, indien dit certificaat afgeleverd werd overeenkomstig de volgende paragraaf), die de zending begeleidt, voorgelegd wordt aan de betrokken overheden van dat land.

2. De betrokken overheden van een land, door hetwelk een zending van de een of ander der door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden mag trekken, zullen alle noodige maatregelen treffen om te beletten, dat die zending afgeleid wordt naar een andere plaats dan die, welke voorkomt op het afschrift der uitvoervergunning (of op het afleidingscertificaat), dat die zending begeleidt, tenzij de Regeering van het land die afleiding toegelaten heeft door middel van een bijzonder afleidingscertificaat. Een afleidingscertificaat zal pas afgeleverd worden na de ontvangst van een invoercertificaat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, en uitgaande van de Regeering van het land, waarheen men voornemens is genoemde zending af te leiden; dat certificaat zal dezelfde inlichtingen bevatten als die, welke volgens artikel 13 moeten aangegeven worden in de

uitvoervergunning, alsmede den naam van het land, waaruit die zending oorspronkelijk is uitgevoerd. Alle bepalingen van artikel 13, die toepasselijk zijn op een uitvoervergunning, zullen insgelijks van toepassing zijn op de afleidingscertificaten.

Daarenboven zal de Regeering van het land, dat toelating verleent voor de afleiding der zending, het afschrift moeten bewaren van de oorspronkelijke uitvoervergunning (of het afleidingscertificaat), dat genoemde zending begeleidt bij haar aankomst op het grondgebied van genoemd land, en het terugzenden aan de Regeering, die het afgeleverd heeft, deze tevens den naam meldend van het land waarnaar de afleiding toegelaten werd.

3. In de gevallen waarin het vervoer te lucht geschiedt, zullen de voorgaande bepalingen van dit artikel niet toepasselijk zijn, indien het luchtschip over het grondgebied van het derde land vliegt zonder te landen. Indien het luchtschip landt op het grondgebied van genoemd land, zullen genoemde bepalingen toegepast worden in de mate, waarin zulks volgens de omstandigheden mogelijk is.

4. De alinea's 1 tot 3 van dit artikel doen geen afbreuk aan de bepalingen van elke internationale Overeenkomst tot beperking van het toezicht, welke door een der contracteerende partijen mag uitgeoefend worden op de door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, wanneer deze verzonden worden met rechtstreekschen doorvoer.

5. De bepalingen van dit artikel zullen niet van toepassing zijn op het vervoer van zelfstandigheden met de post.

ARTIKEL 16.

Indien een zending van een of ander der door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden wordt gelost op het grondgebied van een contracteerende partij en opgeslagen wordt in een tolstapelhuis, zal ze niet uit dat stapelhuis uitgeslagen mogen worden zonder dat een invoercertificaat, afgeleverd door de Regeering van het land van bestemming en bevestigende dat de invoer goedgekeurd is, overgelegd wordt aan de overheid waarvan het tolstapelhuis afhangt. Een bijzondere vergunning zal door deze overheid afgeleverd worden voor elke aldus uitgeslagen zending en zal de in de artikelen 13, 14 en 15 bedoelde uitvoervergunning vervangen.

ARTIKEL 17.

Wanneer de door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden de grondgebieden van eene contracteerende partij in doorvoer zullen doortrekken of er in een tolstapelhuis zullen opgeslagen worden, zullen ze geen enkele bewerking mogen ondergaan, die hetzij hun aard, hetzij, behoudens toelating door de betrokken overheid, hun verpakking zou wijzigen.

ARTIKEL 18.

Indien een der contracteerende partijen het onmogelijk acht een of andere bepaling van dit hoofdstuk toe te passen op haar handel met een ander land wegens het feit, dat dit laatste geen partij is in deze Overeenkomst, zal die contracteerende partij slechts gehouden zijn de bepalingen van dit hoofdstuk toe te passen in de mate, waarin het volgens de omstandigheden mogelijk is.

HOOFDSTUK VI.**Bestendig Middencomiteit.****ARTIKEL 19.**

Een bestendig Middencomiteit zal binnen drie maanden na het van kracht worden dezer Overeenkomst benoemd worden.

Het Middencomiteit zal bestaan uit acht personen, die door hun technische bevoegdheid, hun onpartijdigheid en hun onafhankelijkheid algemeen vertrouwen zullen inboezemen.

De leden van het centraal comiteit zullen door den Volkenbondsraad benoemd worden.

De Vereenigde Staten van Amerika en Duitschland zullen uitgenoodigd worden ieder een persoon aan te duiden om aan die benoemingen deel te nemen.

Bij die benoemingen zal men acht slaan op het belang, dat er in gelegen is om in het Middencomiteit volgens een billijke verhouding personen op te nemen, die op de hoogte zijn van het vraagstuk der verdoovingsmiddelen, in de voortbrengende en verwerkende landen eenerzijds, en in de verbruikende landen anderzijds, en die tot deze landen behooren.

De leden van het Middencomiteit zullen geene betrekkingen waarnemen, die hen in een toestand van rechtstreeksche afhankelijkheid tegenover hun Regeringen brengen.

De leden van het Comiteit zullen hun ambt uitoefenen voor den duur van vijf jaar en zullen herkiesbaar zijn.

Het Comiteit zal zijn voorzitter kiezen en zijn huishoudelijk reglement vaststellen.

Het voor de vergaderingen van het Comiteit vereischte getal zal op vier leden vastgesteld zijn.

De beslissingen van het Comiteit betreffende de artikelen 24 en 26 zullen moeten genomen worden bij volstrekte meerderheid van stemmen van al de leden van het Comiteit.

ARTIKEL 20.

De Volkenbondsraad zal, in overleg met het Comiteit, de noodige maatregelen treffen voor de inrichting en de werking van het Comiteit, ten einde de volkomen onafhankelijkheid van dat organisme in het volbrengen van zijn technische bezigheden overeenkomstig deze overeenkomst te waarborgen, en, door den Algemeenen Secretaris, de werking der administratieve diensten van het Comiteit te verzekeren.

De Algemeene Secretaris zal den secretaris en de ambtenaars van het middencomiteit benoemen op aanwijzing van genoemd Comiteit en behoudens goedkeuring door den Raad.

ARTIKEL 21.

De contracteerende partijen komen overeen elk jaar, vóór den 31^e December, naar het in artikel 19 voorziene bestendig middencomiteit de ramingen te sturen van de hoeveelheden van elk der door de overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, welke op hun grondgebied ingevoerd zullen worden met het oog op het binnenlandsch verbruik daarvan in den loop van het volgende jaar, voor geneeskundige, wetenschappelijke en andere doeleinden.

Die cijfers moeten niet beschouwd worden als bindend voor de betrokken Regeering, maar zullen aan het Middencomiteit verstrekt worden als inlichting voor het uitoefenen van zijn mandaat.

Ingeval de omstandigheden een land zouden verplichten in den loop van het jaar zijn ramingen te wijzigen, zal dat land de herziene cijfers aan het Middencomiteit mededeelen.

ARTIKEL 22.

1. De contracteerende partijen komen overeen ieder jaar, ten laatste drie maanden (in de in paragraaf *c* voorziene gevallen : vijf maanden) na het einde van het jaar en op de wijze die door het centraalcomiteit zoo volledig en nauwkeurig mogelijke statistieken toe te zenden betreffende het voorgaande jaar :

a) Over de voortbrenging van ruw opium en cocabladen ;

b) Over de vervaardiging van de in hoofdstuk III, artikel 4 *b)* *c)* *g)* dezer Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden en van de voor die vervaardiging gebezigde grondstoffen. De hoeveelheid dier zelfstandigheden, gebruikt voor de vervaardiging van andere door deze Overeenkomst niet bedoelde bijproducten, zal afzonderlijk aangegeven worden :

c) Over de voorraden der in de hoofdstukken II en III dezer Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, welke in het bezit zijn van de groothandelaars of van den Staat met het oog op het verbruik in het land voor andere doeleinden dan de behoeften van den Staat ;

d) Over het verbruik, buiten de behoeften van den Staat, van de zelfstandigheden, bedoeld in de hoofdstukken II en III dezer Overeenkomst.

e) Over de hoeveelheden der door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, die ingevolge ongeoorloofden invoer of uitvoer in beslag zullen genomen zijn ; die statistieken zullen de wijze aangeven, waarop men over de in beslag genomen zelfstandigheden zal beschikt hebben, alsmede alle andere nuttige inlichtingen betreffende de inbeslagneming en het gebruik, dat van de in beslag genomen zelfstandigheden is gemaakt.

De *sub litteris a, b, c, d, e* bedoelde statistieken zullen door het middencomiteit meegedeeld worden aan de contracteerende Partijen.

2. De contracteerende Partijen komen overeen aan het centraal comiteit, op de wijze die door hetzelfde voorgeschreven zal worden, binnen vier weken na het einde van elk tijdperk van drie maanden, en voor elk der door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden, statistieken te sturen over den invoer en uitvoer er van uit en naar ieder land in den loop der drie voorgaande maanden. Die statistieken zullen in de gevallen, die bepaald zullen mogen worden door het Comiteit, per telegram gezonden worden, behalve indien de hoeveelheden beneden een minimum dalen, dat voor iedere zelfstandigheid bepaald zal worden door het centraal comiteit.

3. Bij het verschaffen der statistieken, overeenkomstig dit artikel, zullen de Regeeringen afzonderlijk de hoeveelheden aangeven, die ingevoerd of gekocht zijn voor de behoeften van den Staat, opdat het mogelijk zij te bepalen, welke hoeveelheden in het land vereischt zijn voor de algemeene behoeften van de geneeskunde en de wetenschap. Het Middencomiteit zal geen bevoegdheid hebben om vragen te stellen of eenige meening te doen kennen wat betreft de hoeveelheden, ingevoerd of gekocht voor de behoeften van den Staat, of wat betreft het gebruik, dat er van gemaakt zal worden.

4. Volgens den zin van dit artikel worden de zelfstandigheden, die door den

Staat opgeslagen, ingevoerd of gekocht worden met het oog op een mogelijken verkoop, niet beschouwd als werkelijk opgeslagen, ingevoerd of gekocht voor de behoeften van den Staat.

ARTIKEL 23.

Ten einde de inlichtingen, verstrekt aan het Middencomiteit nopens de definitieve bestemming gegeven aan de totale hoeveelheid opium voorhanden in de geheele wereld, aan te vullen, zullen de Regeeringen der landen, waar het gebruik van toebereid opium tijdelijk is toegelaten, ieder jaar aan het Comiteit, ten laatste drie maanden na het einde van het jaar en op de wijze, die door hetzelfde zal voorgeschreven worden, buiten de in artikel 22 voorziene statistieken, zoo volledig en nauwkeurig mogelijke statistieken bezorgen betreffende het voorgaande jaar :

1^o Over de vervaardiging van toebereid opium en over de voor die vervaardiging gebezigde grondstoffen ;

2^o Over het verbruik van toebereid opium.

Het is te verstaan, dat het Comiteit geen bevoegdheid zal hebben om vragen te stellen of eenige meening te doen kennen nopens die statistieken, en dat de bepalingen van artikel 24 niet toepasselijk zullen zijn wat aangaat de door onderhavig artikel bedoelde vraagstukken, behalve indien het Comiteit het bestaan, in een merkbare mate, van ongeoorloofde internationale verhandelingen vaststelt.

ARTIKEL 24.

1. Het Middencomiteit zal voortdurend toezicht houden op de beweging van de internationale markt. Indien de inlichtingen, waarover het beschikt, hetzelfde nopen tot het besluit, dat een gegeven land overdreven hoeveelheden van een der door deze Conventie bedoelde zelfstandigheden opstapelt en aldus een centrum van ongeoorloofden handel dreigt te worden, zal het 't recht hebben aan bedoeld land uitleggingen te vragen door bemiddeling van den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond.

2. Indien binnen een redelijken termijn geen uitleg verstrekt is, of indien de gegeven uitleg niet voldoende is, zal het Middencomiteit het recht hebben op dat punt de aandacht te vestigen van de Regeeringen van al de contracteerende partijen alsmede die van den Volkenbondsraad, en aan te bevelen, dat naar bedoeld land, geen nieuwe uitvoer van de zelfstandigheden, waarop deze Overeenkomst van toepassing is, of van een of ander daarvan, plaats zou hebben, totdat het Comiteit bekend heeft gemaakt, dat het volle geruststelling verkregen heeft ten aanzien van den toestand in dat land wat genoemde zelfstandigheden betreft. Het Middencomiteit zal tegelijk van de aanbeveling, die het gedaan heeft, kennis geven aan de Regeering van het betrokken land.

3. Het betrokken land zal de zaak vóór den Volkenbondsraad mogen brengen.

4. Iedere Regeering van een uitvoerend land, dat niet geneigd zal zijn te handelen volgens de aanbeveling van het Middencomiteit, zal de zaak eveneens voor den Volkenbondsraad mogen brengen.

Indien ze meent zulks niet te moeten doen, zal ze onmiddellijk aan het Middencomiteit mededeelen, dat ze niet geneigd is zich te voegen naar de aanbeveling van den Raad, en daarbij zoo mogelijk haar redenen opgeven.

5. Het Middencomiteit zal het recht hebben een verslag over de kwestie bekend te maken, en het mee te deelen aan den Raad, die het aan de Regeeringen der contracteerende Partijen zal verzenden.

6. Indien in een of ander geval de beslissing van het middencomiteit niet genomen werd met eenparigheid van stemmen, zullen de meeningen der minderheid insgelijks moeten uiteengezet worden.

7. Ieder land zal uitgenoodigd worden zich te doen vertegenwoordigen op de zittingen van het Middencomiteit, tijdens dewelke een kwestie, die het rechtstreeks aanbelangt, onderzocht wordt.

ARTIKEL 25.

Al de contracteerende Partijen zullen het vriendschapsrecht hebben de aandacht van het Comiteit te vestigen op elke kwestie die, naar het hun toeschijnt, een onderzoek vergt. Nochtans zal dit artikel niet mogen uitgelegd worden in den zin van een uitbreiding der bevoegdheden van het Comiteit.

ARTIKEL 26.

Wat betreft de landen, die geen partij zijn in deze Overeenkomst, zal het Comiteit de in artikel 24 omschreven maatregelen mogen nemen in geval de inlichtingen, waarover het beschikt, hetzelfde nopen tot het besluit, dat een gegeven land een centrum van ongeoorloofden handel dreigt te worden; in dat geval zal het Comiteit de in bedoeld artikel aangegeven maatregelen nemen wat betreft de kennisgeving aan het betrokken land.

De alinea's 3, 4 en 7 van artikel 24 zullen in dat geval van toepassing zijn.

ARTIKEL 27.

Het Middencomiteit zal ieder jaar aan den Volkenbondsraad een verslag uitbrengen over zijn werkzaamheden. Dat verslag zal bekend gemaakt worden en aan al de contracteerende partijen meegedeeld worden.

Het Middencomiteit zal alle noodige maatregelen treffen opdat de ramingen, statistieken, inlichtingen en uitleggingen waarover het beschikt, overeenkomstig de artikelen 21, 22, 23, 24, 25 of 26 dezer Overeenkomst, niet openbaar gemaakt zouden worden op een wijze die de werkzaamheden der speculanten zou kunnen vergemakkelijken of aan den wettigen handel van een of ander der contracteerende partijen schade zou kunnen berokkenen.

HOOFDSTUK VII.

Algemeene bepalingen.

ARTIKEL 28.

Iedere contracteerende Partij verbindt zich de inbreuken op de wetten en reglementen, betreffende de toepassing van de bepalingen dezer Overeenkomst, strafbaar te stellen met passende straffen, desvoorkomend met inbegrip van verbeurdverklaring der zelfstandigheden, welke het voorwerp zijn van het misdrijf.

ARTIKEL 29.

De contracteerende Partijen zullen in den ruimsten geest de mogelijkheid onderzoeken om wettelijke maatregelen te treffen voor het straffen van daden, gepleegd binnen het gebied hunner rechtsmacht, om hulp of bijstand te verleenen tot het volvoeren, op welke plaats ook buiten hun rechtsgebied, van een daad,

die een inbreuk is op de aldaar van kracht zijnde wetten en die betrekking heeft op de door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden.

ARTIKEL 30.

De contracteerende Partijen zullen elkaar door bemiddeling van den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, indien zij het nog niet deden, hun wetten en reglementen betreffende de door deze Overeenkomst bedoelde zelfstandigheden mededeelen, evenals de wetten en reglementen, welke zouden uitgevaardigd worden om de Overeenkomst in werking te doen treden.

ARTIKEL 31.

Deze Overeenkomst vervangt, tusschen de contracteerende partijen, de bepalingen der hoofdstukken I, III en V van de den 23^e Januari 1912 te 's Gravenhage onderteekende Overeenkomst. Deze bepalingen zullen van kracht blijven tusschen de contracteerende partijen en elken Staat-partij in de Haagsche Overeenkomst die geen partij zou zijn in onderhavige Overeenkomst.

ARTIKEL 32.

1. Ten einde zooveel mogelijk in der minne de geschillen te beslechten, die tusschen de contracteerende partijen zouden rijzen nopens de uitlegging of de uitvoering dezer Overeenkomst en die niet konden bijgelegd worden langs diplomatischen weg, zullen de geschilvoerende Partijen, vóór elke andere gerechtelijke of scheidsrechterlijke procedure, die geschillen voor raadgevend advies voorleggen aan het technisch organisme, dat de Volkenbondsraad te dien einde zou aanwijzen.

2. Het raadgevend advies zal moeten uitgebracht worden binnen zes maanden, na den datum, waarop het geschil bij het organisme waarvan sprake aanhangig zal zijn gemaakt, tenzij de geschilvoerende Partijen in gemeen overleg beslissen dien termijn te verlengen. Dat organisme zal den termijn vaststellen, waarbinnen de Partijen zich zullen uit te spreken hebben ten aanzien van zijn advies.

3. Het raadgevend advies zal de geschilvoerende Partijen niet binden, tenzij het door ieder van haar aanvaardt wordt.

4. De geschillen die niet konden bijgelegd worden noch rechtstreeks, noch desvoorkomend op grondslag van het advies van bovenbedoeld technisch organisme, zullen op verzoek van één der geschilvoerende Partijen vóór het Bestendig Hof van Internationale Justitie gebracht worden, tenzij, bij toepassing van een bestaande overeenkomst of krachtens een te sluiten bijzondere overeenkomst, het geschil beslecht wordt langs scheidsrechterlijken weg of op elke andere wijze.

5. Beroep op het Hof van Justitie zal aangeteekend worden zooals is voorzien in artikel 40 van het Statuut van het Hof.

6. De beslissing, door de geschilvoerende Partijen genomen om het geschil voor raadgevend advies voor te leggen aan het door den Volkenbondsraad aangewezen technisch organisme of om hun toevlucht te nemen tot scheidsrechterlijke uitspraak, zal meegedeeld worden aan den Algemeenen Secretaris van den Bond, en door dezen toedoen, aan de andere contracteerende Partijen, die het recht zullen hebben om in de procedure op te treden.

7. De geschilvoerende Partijen zullen voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie elk punt van internationaal recht moeten brengen of elke kwestie

van uitlegging dezer Overeenkomst, die zou kunnen rijzen in den loop van de procedure vóór het technisch organisme of het scheidsgerecht, waarvan dit organisme of dit gerecht, op verzoek van een der Partijen, de voorafgaande oplossing door het Hof onontbeerlijk zou oordeelen voor de beslechting van het geschil.

ARTIKEL 33.

Deze Overeenkomst, waarvan de Fransche en de Engelsche tekst evenzeer geldig zijn, zal op heden gedagteekend zijn en zal, tot op 30 September 1925, ter onderteekening open blijven voor elk Staat, die vertegenwoordigd was op de Conferentie, waarop deze Overeenkomst ontworpen werd, voor elk Lid van den Volkenbond en voor elk Staat, aan welken de Volkenbondsraad te dien einde een exemplaar dezer Overeenkomst zal meegedeeld hebben.

ARTIKEL 34.

Deze Overeenkomst is onderworpen aan ratificatie. De ratificatie-documenten zullen neergelegd worden bij den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, die van die neerlegging kennis zal geven aan de Leden van den Volkenbond-onderteekenaars der Overeenkomst, alsmede aan de andere Staten-onderteekenaars.

ARTIKEL 35.

Met ingang van 30 September 1925 zal elke Staat, die vertegenwoordigd was op de Conferentie, waarop deze Overeenkomst ontworpen werd, en geen onderteekenaar is van deze laatste, elk Lid van den Volkenbond en elke Staat, aan welken de Volkenbondsraad te dien einde een exemplaar daarvan zal meegedeeld hebben, tot deze Overeenkomst mogen toetreden.

Die toetreding zal geschieden door middel van een document, dat meegedeeld wordt aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond en neergelegd zal worden in het archief van het Secretariaat. De Algemeene Secretaris zal onmiddellijk van die nederlegging kennis geven aan de Leden van den Volkenbond, onderteekenaars der Overeenkomst en aan de andere Staten-onderteekenaars, alsmede aan de toetredende Staten.

ARTIKEL 36.

Deze Overeenkomst zal slechts van kracht worden nadat ze geratificeerd is door tien mogendheden, met inbegrip van zeven van de Staten, die zullen deelnemen aan de benoeming van het Middencomité in overeenstemming met artikel 19, en waaronder minstens twee Staten-bestendige leden van den Volkenbond. De datum van haar inwerktreding zal zijn de negentigste dag na de ontvangst door den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, van de laatste der vereischte ratificaties. Naderhand zal deze Overeenkomst, wat betreft elk der Partijen, van kracht worden negentig dagen na de ontvangst van de ratificatie of van de kennisgeving der toetreding.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van het Volkenbondspact zal de Algemeene Secretaris deze Overeenkomst inschrijven op den datum van hare inwerkingtreding.

ARTIKEL 37.

Door den Algemeenen Secretaris zal een bijzondere legger bijgehouden

worden, waarin vermeld wordt welke partijen deze Overeenkomst hebben ondertekend of geratificeerd, tot dezelve zijn toegetreden of ze hebben opgezegd. Die legger zal voortdurend open blijven voor de contracteerende Partijen en voor de Leden van den Bond, en daarvan zal zoo dikwijls mogelijk bekendmaking geschieden volgens de aanwijzingen van den Raad.

ARTIKEL 38.

Deze Overeenkomst zal mogen opgezegd worden door een geschreven kennisgeving gericht tot den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond. De opzegging zal ingaan een jaar na den datum van haar ontvangst door den Algemeenen Secretaris en zal slechts van kracht zijn wat betreft den opzeggenden Staat.

De Algemeene Secretaris van den Volkenbond zal elke door hem ontvangen opzegging ter kennis brengen van elk der Leden van den Volkenbond, die ondertekenaar zijn van de Overeenkomst of tot dezelve toegetreden zijn, en van de andere Staten, die ondertekenaar zijn of tot dezelve toegetreden zijn.

ARTIKEL 39.

Iedere Staat, die deelneemt aan deze Overeenkomst zal hetzij bij het zetten zetten zijner handteekening, hetzij bij het neerleggen van zijn ratificatie of zijn toetreding, mogen verklaren dat zijn aanvaarding van deze Overeenkomst geen bindende kracht heeft hetzij voor alle, hetzij voor een of ander van zijn protectoraten, kolonies, overzeesche bezittingen of gewesten, die aan zijn souvereiniteit of aan zijn gezag onderworpen zijn of voor dewelke het van den Volkenbond een mandaat aanvaard heeft, en hij zal naderhand en overeenkomstig artikel 38, afzonderlijk mogen toetreden in naam van een of ander zijner protectoraten, kolonies, overzeesche bezittingen of gewesten, die door zulk een verklaring uitgesloten werden.

De opzegging zal eveneens afzonderlijk mogen geschieden voor elk protectoraat, kolonie, overzeesche bezitting of gewest; de bepalingen van artikel 38 zullen van toepassing zijn op die opzegging.

Ter bevestiging waarvan vorenvermelde gevolmachtigden deze Overeenkomst ondertekend hebben.

Gedaan te Geneve, den negentienden Februari 1925 in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal worden in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond; een eensluidend verklaard afschrift daarvan zal bezorgd worden aan de op de Conferentie vertegenwoordigde Staten en aan elk Lid van den Volkenbond.

Albanië.

B. BLINISHTI.

Duitschland.

H. VON ECKHARDT.

Onder het voorbehoud, gevoegd bij het proces-verbaal der voltallige zitting van 16 Februari 1925. v. E.

Onder het voorbehoud dat de toepassing van artikel 13, alinea 4, van de overeenstemmende schikking van artikel 15, en van artikel 22, alinea 2 voorloopig worde geschorst.

Gezien de bijzondere omstandigheden in dewelke het federaal Gouvernement

zich bevindt, behoudt het zich het recht, voorloopig en zoolang deze omstandigheden blijven voortduren, de toepassing te schorsen van voormelde schikkingen voor wat betreft het verzenden van een afschrift van de uitvoervergunning en van het afleidingscertificaat aan de Regeering van het invoerende land.

Het zal niettemin het stelsel blijven toepassen van de in- en uitvoercertificaten aangenomen op aanbeveling van de raadplegende Commissie van den handel in opium en in andere hinderlijke artsijen. Om dezelfde reden, en ook zoolang voormelde bijzondere omstandigheden blijven voortduren, voorbehoudt het federaal Gouvernement zich het recht de toepassing te schorsen van de schikking betrekkelijk het verzenden naar het Middencomiteit van driemaandelijksche statistieken. Het zal nochtans voortgaan een jaarlijksch verslag op te maken.

Oostenrijk

Emerich PFLÜGL.

België.

Fernand PELTZER.

D^r Ferd. DE MYTTENAERE.

Brazilië.

Pedro PERNAMBUCO.

H. GOTUZZO.

Britische Rijk

Malcolm DELEVINGNE.

Canada.

R. DANDURAND.

Commonwealth van Australië.

M. L. SHEPHERD.

Zuid Afrikaansche Unie.

J. S. SMIT.

Nieuw Zeeland.

J. ALLEN.

Gelijkvormig artikel 39 wordt de overeenkomst aangenomen door Nieuw-Zeeland in naam van het grondgebied West-Samoa onder mandaat.

Indië.

R. SPERLING.

Iersche Vrijstaat.

Michael MAC WHITE.

Bulgarië.

D. MIKOFF.

Chili.

Emilio BELLO-C.

Cuba.

Aristides DE AGUERO Y BETHENCOURT.

Denemarken.

A. OLDENBURG (onder voorbehoud van bekrachtiging).

Spanje.

Emilio DE PALACIOS.

Frankrijk.

G. BOURGOIS, A. KIRCHER.

De Fransche Regeering is verplicht alle voorbehoud te maken, wat betreft de

Kolonies, Protectoraten en Landen onder mandaat, die van haar gezag afhangen, omtrent de mogelijkheid om regelmatig binnen den strikt opgegeven termijn de driemaandelijksche statistieken, voorzien in alinea 2 van artikel 22, in te dienen.

G. B. A. K.

Griekenland.

Ad referendum Vassili DENDRAMIS.

Hongarië.

D. BARANYAI ZOLTAN.

Japan.

S. KAKU. Y. SUGIMURA.

Letland.

W. G. SALNAIS.

Luxemburg.

Ch. G. VERMAIRE.

Nicaragua.

A. SOTTILE.

Nederland.

V. WETTUM. J. B. M. COEBERGH. A. D. A. de KAT ANGELINO.

Perzië.

Ad referendum en onder voorbehoud van de voldoening, welke door den Volkenbond zal gegeven worden aan het verzoek van Perzië, behandeld in zijn memorandum O. D. C. 24³.

Prins ARFA-ED-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN.

Polen.

CHODZKO.

Portugal.

A. M. Bartholomeu FERREIRA.

R. J. RODRIGUES.

Het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen.

M. JOVANOVIČIĆ.

Siam.

DAMRAS.

Soedan.

Wasey STERRY.

Zwitserland.

Paul DINICHERT,

onder verwijzing naar de verklaring afgelegd door de Zwitsersche Afvaardiging op de 36^e Algemeene Zitting van de Conferentie voor wat betreft het verzenden van de driemaandelijksche statistieken voorzien bij artikel 22, 2^{de} paragraaf.

Tsjechoslowakije.

Ferdinand VEYERKA.

Uruguay.

E. E. BUERO.



BIJLAGE.

MODEL VAN INVOERCERTIFICAAT

Internationale Opiumovereenkomst.

Officieele invoervergunning.

Bij dezen bevestigen wij, dat het Ministerie van.
, belast met de toepassing der wet op de
 verdoovingsmiddelen, bedoeld door de Internationale Opium-
 overeenkomst, goedkeuring heeft verleend voor den invoer door:

a) Naam, adres en
 beroep van den in-
 voerder.

a)

b) Nauwkeurige be-
 schrijving van het
 verdoovingsmiddel
 en voor invoer be-
 stemde hoeveelheid.

van b)

c) Naam en adres
 van het huis in het
 uitvoerend land,
 dat het verdoovings-
 middel levert.

herkomstig van c).

d) Alle na te komen
 bijzondere voor-
 waarden aangeven;
 bij voorbeeld ver-
 melden, dat het
 verdoovingsmiddel
 niet met de post
 moet verzonden
 worden.

onder voorbehoud van de volgende voorwaarden

d)

en verklaren wij, dat de voor invoer bestemde zending noodig is:

1) voor de wettige behoeften (bij invoer van ruw opium en
 cocabladen) ⁽¹⁾;

2) uitsluitend voor geneeskundige of wetenschappelijke
 behoeften (bij invoer van de verdoovingsmiddelen, bedoeld door
 hoofdstuk III der Overeenkomst, en van Indischen hennep).

Voor den Minister en op zijn bevel

(Geteekend)

(Titel).

(Datum).

(1) De landen, die de gewoonte van het opiumrooken niet afgeschaft hebben en ruw opium verlangen in te voeren voor de vervaardiging van toebereid opium, moeten certifi-
 caten afleveren, vaststellende dat het voor invoer voorbehouden opium bestemd is voor de
 vervaardiging van toebereid opium, dat de rookers onderworpen zijn aan de gouverne-
 mentele beperkingen in afwachting van de geheele afschaffing van opium, en dat het
 ingevoerde opium niet weder uitgevoerd zal worden.

CHAMBRE
des Représentants.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention relative aux stupéfiants, adoptée à Genève le 19 février 1925, par la deuxième Conférence de l'Opium.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Intérieur et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative aux stupéfiants, adoptée à Genève le 19 février 1925 par la deuxième Conférence de l'Opium, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1926.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, aangenomen te Geneve, den 19^e Februari 1925, door de tweede Opiumconferentie.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Binnenlandsche Zaken et Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam-aan-de Wetgevende Kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, aangenomen te Geneve, den 19^e Februari 1925 door de tweede Opiumconferentie, zal haar geheel en volledig uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 30^{en} Mei 1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

É. VANDERVELDE.

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,*

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.